



Déclaration liminaire du Comité Technique Local (CTL) du 15 janvier 2016

Monsieur le Président du CTL,

Le mépris constant du dialogue social et donc des agents a conduit depuis plusieurs mois à une situation de blocage profonde et inédite, aussi bien à la DGFIP qu'à la DDFIP du Val-de-Marne.

Fin novembre, les organisations syndicales de la DGFIP ont été reçues par le ministre et le directeur général.

C'est bien le pacte d'austérité Valls-Hollande qui oriente toute la politique de démantèlement de la DGFIP. Cette année encore, de nombreux emplois seront supprimés sur l'autel de la modernisation et des pseudo réductions budgétaires.

Les personnels avec leurs organisations syndicales dénoncent ce refus délibéré d'entendre leurs revendications et la volonté de passer en force. Plus que jamais il faut arrêter la politique de destruction du service public qui mène au désastre.

En plus d'une centaine d'emplois déjà vacants dans notre département (dont la responsabilité incombe directement à l'administration), vous présentez à ce CTL les 47 emplois supprimés dans notre département pour 2016. Tous les services (direction, trésoreries, SIP, SIE, SPF, PCE, contrôle fiscal...) sont affectés.

Et pour la première fois et sans débat préalable, des redéploiements sont prononcés en lien avec l'installation des trois territoires infra départementaux dans le cadre de la métropole du Grand Paris. Cela confirme nos craintes : c'est tout le réseau de proximité de la DGFIP qui est menacé.

En parallèle, il est bien difficile de comprendre pourquoi depuis septembre 2011, selon votre TAGERFIP, 14 postes de A+ ont été créés dans notre département, grossissant les rangs de ce qui s'apparente au fil des ans à une « armée mexicaine » !

Dans ce contexte délétère, les personnels et leurs représentants syndicaux constatent également qu'il n'y a jamais d'argent pour améliorer l'environnement de travail kafkaïen qui règne au sein des services du Val-de-Marne.

Nous disons STOP à cette hypocrisie !

Vous n'avez de cesse d'invoquer les restrictions budgétaires votées par le Parlement et l'exemplarité dont doit faire preuve notre administration.

Mais alors que nous constatons qu'il n'y a plus de budget pour acheter des imprimantes ou remplacer des fauteuils vieux de plus de 15 ans, l'administration veut s'afficher dans l'air du temps en finançant l'achat d'un nouveau véhicule hybride. Cette dépense pharaonique est surtout perçue comme un symbole du désintérêt sans borne des difficultés quotidiennes des agents !

Sonnez austérité budgétaire, raisonnez suppression de personnel ! Voilà le pacte de la restructuration !

Et que dire des conséquences de ces restructurations sur les conditions de travail : l'administration traite les agents comme de simples sardines que l'on entasse sans vergogne, au mépris de la législation en matière de conditions de travail !

Malgré nos biens trop nombreuses interpellations, vous continuer à fourbir, sans relâche, les restructurations dans le plus grand secret, créant ainsi un **stress inutile** à nos collègues !

L'exemple le plus récent étant la suppression d'un trait de plume de la 10^{ème} brigade de vérification : Circulez, il n'y a rien à dire, rien à faire et plus rien à voir !

Alors que nous sommes en pleine campagne de mutation, nous dénonçons la lâcheté et la violence ressenties par les collègues à l'annonce par les syndicats de votre projet... car vous n'avez même pas daigné les informer !

Les emplois supprimés suscitent de nombreuses questions dans les services :

- Mon emploi est supprimé, je dois faire quoi ?
- Qui du A FI ou du A gestion est supprimé à la B pat ?

Nous exigeons que :

- tous les collègues dont le service est concerné par une suppression d'emploi ou une restructuration en soient individuellement informés, ainsi que de leurs droits et garanties et notamment les conséquences sur leur affectation locale avant la fin de la campagne de mutations
- les victimes de ces restructurations subies bénéficient automatiquement du versement de la prime de restructuration ;
- la date limite de dépôt de leurs demandes de mutation soit repoussée au 10 février !

Nous disons **NON à la destruction du réseau** et **NON à la dégradation sans précédant de nos conditions de travail !**

Les personnels avec leurs organisations syndicales réaffirment leurs revendications :

- arrêt des suppressions d'emplois et pourvoi des postes vacants ;
- arrêt des restructurations ;
- maintien du réseau et de toutes nos missions ;
- aucune fermeture d'implantation ou service ;
- aucune atteinte aux règles de gestion ni aux statuts particuliers.

Voici donc quelques-unes des multiples raisons non exhaustives qui conduisent les représentants de Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP du Val-de-Marne à ne pas participer à ce CTL.